

**CHARTE D'ENGAGEMENT   
"Coup de pouce Chauffage des bâtiments tertiaires"**

Engagement pris par : ………………………….[[1]](#footnote-1) N° SIREN :………………………

Pour les délégataires d’obligations CEE :

Date de la notification du statut de délégataire par le PNCEE : ………/………/………

Adresse du siège social : …………………………………………………………….

Date de prise d’effet de la charte (postérieure à la date de signature) : ………………………

S’agit-il d’un avenant à la charte **"Coup de pouce Chauffage des bâtiments tertiaires"** :   
**□** Oui **□** Non

Si oui, objet de l’avenant : ……………………………………………………………………………

**Je participe** à l'opération **"Coup de pouce Chauffage des bâtiments tertiaires"**, dans le cadre du dispositif descertificats d’économies d’énergie (CEE). Cette opération a pour objectif d’inciter financièrement les propriétaires ou gestionnaires de bâtiments du secteur tertiaire à remplacer leurs équipements de chauffage au charbon, au fioul ou au gaz autres qu’à condensation au profit lorsqu’il est possible, d’un raccordement à un réseau de chaleur alimenté majoritairement par des énergies renouvelables ou de récupération (dans son état actuel ou dans le cadre d’un projet décidé), ou à défaut et sous réserve d’avoir obtenu de la part du gestionnaire du réseau de chaleur la justification de l’impossibilité technique ou économique du raccordement, par d’autres moyens de chauffage performants.

**Je m’engage** à promouvoir, auprès de chaque bénéficiaire, la réalisation d’autres actions de rénovation, afin de les inscrire dans un parcours de rénovation complet. Je m’engage notamment à diffuser des informations sur les travaux complémentaires envisageables, les dispositifs d’aide existants ainsi que sur le réseau **FAIRE**.

**RECONNAISSANCE ET SUIVI DE MON ENGAGEMENT**

**Afin de faire reconnaître mon engagement** dans cette opération,je transmets à la Direction générale de l’énergie et du climat (DGEC) la présente charte dûment complétée, datée et porteuse de ma signature et de mon cachet commercial.

Dès publication des références de mon offre sur le site internet du Ministère chargé de l’Energie, je serai autorisé à :

* Utiliser la dénomination **"Coup de pouce Chauffage des bâtiments tertiaires"** ;
* Bénéficier de la bonification prévue par l’article 3-4 de l’arrêté du 29 décembre 2014 modifié relatif aux modalités d’application du dispositif des certificats d’économies d’énergie, pour les opérations engagées postérieurement à la date de prise d’effet de ma charte et le 31 décembre 2021 inclus, et achevées avant le 31 décembre 2022.

**Je m’engage** à transmettre chaque mois à la DGEC un point d’avancement sur les opérations effectuées dans le cadre de mes offres, selon une trame fournie et comportant notamment les éléments suivants en distinguant ces opérations selon les secteurs d’activités suivants du domaine tertiaire (bureaux, enseignement, santé, hôtellerie/restauration, commerce et autre) :

* le nombre de bâtiments faisant l’objet d’une offre proposée et le montant d’offres proposées ;
* le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l’objet de travaux engagés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l’énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ;
* le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l’objet de travaux achevés en précisant la puissance thermique totale des équipements remplacés et l’énergie de chauffage remplacée (charbon, fioul ou gaz) ainsi que la puissance thermique totale des équipements mis en place ;
* le nombre et la surface totale chauffée des bâtiments faisant l’objet d’une incitation financière versée et le montant des incitations financières versées.

Ces éléments sont transmis avant le 5 du mois suivant.

**Je prends acte** que je peux mettre fin à mon engagement dans les conditions fixées à l’article 3‑8 de l’arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie et que le ministre chargé de l’énergie peut me retirer le bénéfice des droits attachés à la présente charte, en cas de manquement à cette charte ou aux dispositions relatives aux certificats d’économies d’énergie, après mise en demeure non suivie d’effet. Mes offres sont alors retirées du site internet du ministère chargé de l’énergie et **je m’engage** à supprimer toute référence à mon engagement dès que ma charte est résiliée ou m’est retirée.

Fait à

Le ……/……………/……

(Nom et qualité du signataire, signature et cachet)

1. Nom de l’obligé ou de l’éligible au dispositif CEE [↑](#footnote-ref-1)